

Analyse de la situation politico-économique de l’Egypte post-2011

—

Hamza SAOUDI
Nihal Aicha EL MQIRMI

PP-20/08

A propos du Policy Center for the New South

Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

A ce titre, le PCNS mobilise des chercheurs, publie leurs travaux et capitalise sur un réseau de partenaires de renom, issus de tous les continents. Le PCNS organise tout au long de l'année une série de rencontres de formats et de niveaux différents, dont les plus importantes sont les conférences internationales annuelles « The Atlantic Dialogues » et « African Peace and Security Annual Conference » (APSACO).

Enfin, le think tank développe une communauté de jeunes leaders à travers le programme Atlantic Dialogues Emerging Leaders (ADEL). Cet espace de coopération et de mise en relation d'une nouvelle génération de décideurs et d'entrepreneurs, est déjà fort de plus de 300 membres. Le PCNS contribue ainsi au dialogue intergénérationnel et à l'émergence des leaders de demain.

Policy Center for the New South

Complexe Suncity, Immeuble C, Angle Boulevard Addolb et rue Albortokal, Hay Riad, Rabat - Maroc.
Email : contact@policycenter.ma
Phone : +212 5 37 54 04 04 / Fax : +212 5 37 71 31 54
Website : www.policycenter.ma

© Policy Center for the New South. All rights reserved
Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs.



Analyse de la situation politico-économique de l’Egypte post-2011

Hamza SAOUDI
Nihal Aicha EL MQUIRMI

A propos des auteurs

Hamza Saoudi

Hamza SAOUDI est économiste au Policy Center for the New South (PCNS). Il est ingénieur diplômé de l'Institut National de Statistique et d'Economie Appliquée (INSEA). Il travaille actuellement sur des sujets liés aux cycles économiques, au chômage, aux inégalités et à la pauvreté dans les pays en développement. Hamza s'intéresse également aux politiques macroéconomiques de stabilisation, au commerce international et à la croissance et au développement économique à long terme. Avant de rejoindre le Policy Center for the New South, il a contribué à la conception de modèles quantitatifs de gestion des risques de crédit bancaire.

Nihal Aicha EL MQIRMI

Nihal El Mquirmi est Assistante de Recherche en Relations Internationales au Policy Center for the New South. Ses recherches portent sur l'Afrique du Nord et sur l'Espagne, ainsi que sur des questions liées à la sécurité, notamment l'usage des Compagnies militaires et de sécurité privées. Nihal El Mquirmi a rejoint le Policy Center for the New South en mars 2019, après avoir obtenu un M.A. en Sécurité internationale de l'Université de Warwick, en Angleterre, et un B.A. en Relations Internationales de l'Université Complutense de Madrid. Avant de rejoindre le Policy Center for the New South, N. El Mquirmi a effectué un stage au Consulat Général du Maroc à Bruxelles et à la Mission du Maroc auprès de l'Union Européenne.

Résumé

La transition politique de l'Égypte, depuis 2011, a été tout aussi turbulente que sa transition économique. Tous les efforts de l'Égypte post-Moubarak se sont articulés autour de la relance économique, la stabilisation macroéconomique et politique et du renforcement de la sécurité interne du pays. Suite à l'accord avec le Fonds monétaire international (FMI), en 2016, l'Égypte a mené plusieurs réformes économiques qui ont, pu relancer la croissance économique et donner des résultats positifs sur le plan de stabilisation macroéconomique, mais ont eu des conséquences négatives sur le plan social. Néanmoins, les efforts et résultats des réformes menées ces dernières années, seront fortement perturbés par la crise sanitaire provoquée par le Covid-19.

Analyse de la situation politico-économique de l’Égypte post-2011

1. Introduction

Le 25 janvier 2011, des centaines de milliers d’Égyptiens sont sortis dans la rue pour demander la fin du régime de Moubarak, l’instauration d’une démocratie, la fin de la corruption et plus de libertés individuelles. Bien que l’Égypte ait connu un taux de croissance de presque 7%, entre 2006 et 2008¹, la crise financière de 2008 et la chute du président Moubarak ont considérablement affaibli son économie. La transition politique de l’Égypte depuis 2011 a été tout aussi turbulente que sa transition économique. Tous les efforts de l’Égypte post-Moubarak se sont articulés autour de la relance économique, de la stabilisation politique et du renforcement de la sécurité interne du pays.

Néanmoins, neuf ans après la révolution, l’économie égyptienne vient à peine de redécoller, et c’est notamment suite à l’accord entre l’Égypte et le Fonds monétaire international (FMI) en 2016, qui a exigé que des réformes structurelles soient menées. Toutefois, si après lesdites réformes le pays présente des résultats macroéconomiques positifs, avec un taux de croissance à la hausse, ce n’est pas le cas de la population égyptienne, qui a dû faire face à des mesures d’austérité ayant considérablement fait baisser son niveau de vie.

L’objectif de ce Papier est d’établir une analyse de la situation socio-politique et économique de l’Égypte depuis l’accession au pouvoir d’Abdel Fattah al-Sissi. Dans une première partie, un bilan de la situation politique entre 2012 et 2020 sera établi, afin de mieux comprendre la situation économique du pays. La deuxième partie de l’analyse présentera les réformes structurelles menées par le pays, mais également les défis rencontrés lors de leur implémentation. Dans ce sens, une analyse multidisciplinaire a été privilégiée pour expliquer les réformes menées sur le plan macroéconomique et les résultats qu’elles ont engendrés sur les plans social et politique. Enfin, une section sur les possibles répercussions du Covid-19 sur l’économie et l’environnement socio-politique de l’Égypte sera également intégrée.

2. Situation politique : de Morsi à Abdel Fattah al-Sissi

2.1 Mandat de Mohamed Morsi : enchaînement de crises sociales et économiques

Mohamed Morsi, candidat du parti de la Liberté et de la Justice (vitrine politique des Frères musulmans) est le premier chef d’État civil élu démocratiquement en Égypte. Il s’est présenté aux élections en tant que garant des idéaux démocratiques de la révolution de 2011 et, selon un sondage réalisé par le Centre égyptien pour la recherche sur l’opinion publique (Baseera), 78% des Égyptiens avaient une opinion favorable du nouveau président² les trois mois suivant son élection. Néanmoins,

1. Banque mondiale. Disponible sur : <https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.MKTP.KD.ZG?locations=EG>

2. Maged Osman, “Three Hundred Days of President Morsi”, Egyptian Center for Public Opinion Research, 14 June 2013. Disponible sur : <http://baseera.com.eg/EN/Articles2.aspx?ID=37>

sa côte de popularité est décroissante à partir de son quatrième mois à la présidence, puisqu’ils n’étaient que 42% d’Égyptiens à juger son action satisfaisante. Une grande partie de la population est désenchantée et estime que le nouveau gouvernement n’a réalisé ni les changements, ni les objectifs de la révolution. Par ailleurs, Morsi est accusé par un secteur de la population d’être une « marionnette » des Frères musulmans³, organisation bannie jusqu’à la révolution de 2011. Le gouvernement de Morsi s’est rapidement attiré les foudres, après avoir été incapable de rétablir la sécurité et de relancer l’économie, mais, surtout, après avoir permis au Comité constitutionnel de rédiger une Constitution à fort caractère islamiste, tout en faisant une déclaration constitutionnelle où il accordait l’immunité à la commission chargée de rédiger la Constitution. Le peu de réformes menées par le nouveau président déplaisent à la population, qui a poursuivi ses sorties dans la rue, pour faire valoir ses revendications et réclamer un vrai état de droit. Dans ce contexte politique très tendu, la situation économique se dégrade davantage : l’inflation s’élève à près de 10 %, le tourisme diminue considérablement, en raison de l’instabilité, mais aussi de l’insécurité, le chômage enregistre une augmentation et le taux de pauvreté s’accroît graduellement. Selon un rapport publié par le think tank américain Pew Research Center, en 2014, 65% des Égyptiens estimaient que leur niveau de vie avait baissé depuis l’arrivée au pouvoir du président Morsi⁴. Les Égyptiens, sous la bannière du mouvement Tamarrod (rébellion en arabe) ont exigé le départ de Morsi. Lequel sera démis de ses fonctions, en 2013, du fait de la persistance des civils et du soutien apporté par l’armée, qui s’est avéré décisif. Le 3 juillet 2013, Abdel Fattah al-Sissi –alors ministre de la Défense- annonce la destitution de Mohamed Morsi et la suspension de la Constitution. Morsi est remplacé, à titre intérimaire, par Adli Mansour, président de la Haute Cour constitutionnelle, et l’armée annonce l’organisation d’élections législatives et présidentielles anticipées. Entre temps, une nouvelle Constitution est adoptée par référendum, en janvier 2014, avec un taux de participation de 38,6% et d’approbation de 98,1%.

2.2 Présidence d’Abdel Fattah al-Sissi : sécurité et prospérité économique

Le président Abdel Fattah al-Sissi arrive au pouvoir en mai 2014, en promettant au peuple égyptien prospérité économique et sécurité, deux préoccupations majeures qui ont empêché, jusque-là, une sortie de crise du pays. Pour cela, il entreprend des réformes structurelles avec l’aide du FMI et des pays du Golfe, et déclare la guerre aux groupes terroristes et aux Frères musulmans. Il déclare l’état d’urgence et le prolonge continuellement⁵. Son élection permet à l’armée de reprendre le pouvoir politique.

L’ascension d’Abdel Fattah al-Sissi à la présidence bouscule la prééminence de certaines institutions. Le premier grand changement effectué par d’Abdel Fattah al-Sissi est d’éliminer l’indépendance de certaines institutions. En effet, depuis 1952, les présidents égyptiens successifs ont centralisé le pouvoir, tout en permettant à certaines institutions – essentiellement judiciaires et militaires- une importante indépendance par rapport au pouvoir exécutif. En avril 2018, Abdel Fattah al-Sissi est réélu pour un mandat de quatre ans avec 97,08% des voix⁶, dans une élection où le seul candidat

3. Le Figaro, “L’ancien président égyptien Mohamed Morsi meurt après un malaise au tribunal”, Le Figaro avec AFP et Reuters, 17 Juin 2019. Disponible sur : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/06/17/l-ancien-president-egyptien-mohamed-morsi-meurt-pendant-une-comparution-au-tribunal_5477560_3212.html

4. Pew Research Center, « One Year After Morsi’s Ouster, Divides Persist on El-Sisi, Muslim Brotherhood », Mai 2014. Disponible sur : <https://www.pewresearch.org/global/2014/05/22/egypt-survey-methods/>

5. Entre 2017 et 2020, l’état d’urgence a été renouvelé onze fois.

6. Le Monde Afrique, « Égypte : les résultats officiels donnent la victoire à Abdel Fattah al-Sissi, réélu président avec 97,08% des voix », 2 Avril 2018. Disponible sur : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/04/02/egypte-les-resultats-officiels-confirment-la-victoire-d-abdel-fattah-al-sissi-reelu-president-avec-97-08-des-voix_5279645_3212.html

opposant d'Abdel Fattah al-Sissi était Moussa Mostafa Moussa, du parti centriste al-Ghad qui, jusqu'à peu avant l'élection, soutenait la campagne du président.

Le 20 avril 2019, les Egyptiens votent pour une révision constitutionnelle lors d'un référendum qui attribue la victoire au président. Cette réforme permet à l'exécutif d'obtenir des prérogatives en matière de justice, notamment en ce qui concerne la nomination des titulaires de la Cour constitutionnelle et la Haute Cour de justice, mais aussi d'institutionnaliser le rôle politique des forces armées. Plus encore, cette révision constitutionnelle permet de prolonger la durée des mandats présidentiels de quatre à six ans, ce qui, dans les faits, prolonge la durée du mandat actuel du président jusqu'en 2024, et ouvre la voie à un hypothétique troisième mandat. Dans cette perspective, l'adoption de cette révision pourrait maintenir le président Abdel Fattah al-Sissi au pouvoir jusqu'en 2030. La commission des lois du Parlement justifie cette réforme par l'affirmation qu'un « mandat de quatre ans est trop court pour parvenir à un développement complet et durable »⁷. Effectivement, Abdel Fattah al-Sissi est le président du pays arabe le plus peuplé, avec une situation économique et sécuritaire difficile, et avec une population qui exige un meilleur niveau de vie.

3. Situation Economique

3.1 Une croissance économique tirée principalement par le secteur tertiaire et par l'industrie minière, mais volatile

Figure 1: Croissance du PIB réel en %



Source : World Economic Outlook Database, Avril 2020

Troisième puissance économique africaine, avec une population totale de 98,4⁸ millions d'habitants, et un PIB de 250 Mds \$ en 2018, l'économie égyptienne connaît une croissance économique moyenne de 4,2 % (figure 1) sur la période 2000-2019. Toutefois, cette croissance économique a été très

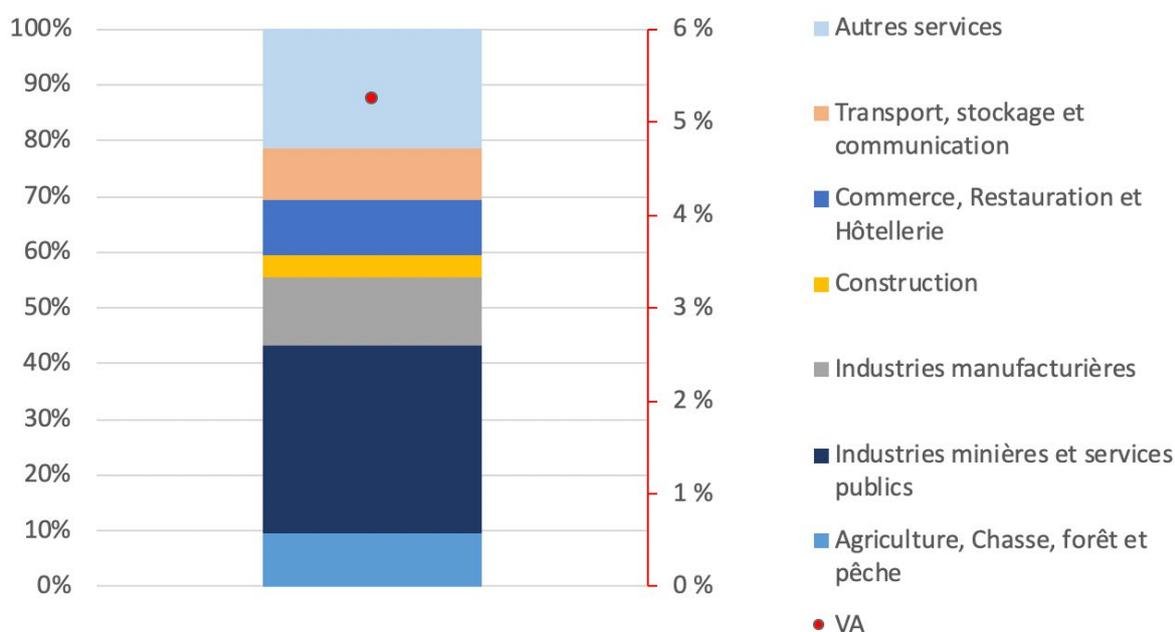
7. France 24, « En Egypte, un référendum pour pérenniser le pouvoir de Sissi », 20 Avril 2019. Disponible sur : <https://www.france24.com/fr/20190420-egypte-referendum-prolongation-mandat-presidence-sissi>

8. World Bank Data Base

volatile sur cette période et est principalement tirée par le secteur des services et l’industrie minière, avec une contribution moyenne sur la période qui s’élève respectivement à près de 40 % et 34 % (voir figure 2).

Le secteur secondaire emploie, en moyenne, près d’un quart de la population active et a contribué à près de 50% du PIB, en moyenne, sur la période 2000-2017. Ce secteur est majoritairement dominé par les activités gazières et pétrolières. Par ailleurs, le secteur tertiaire emploie près de la moitié de la population égyptienne et contribue, en moyenne, à hauteur de 40 % à la croissance économique. Ce secteur est largement dominé par les services de télécommunications et du tourisme. Le secteur agricole, quant à lui, continue de jouer un rôle très important pour l’économie égyptienne et emploie près d’un quart de la population et a contribué à hauteur de 10 % du PIB sur la période 2000-2017. Les principaux produits cultivés sont les céréales, la canne à sucre et la betterave.

Figure 2: Contribution moyenne des différents secteurs à la croissance économique en Egypte sur la période 2000-2017



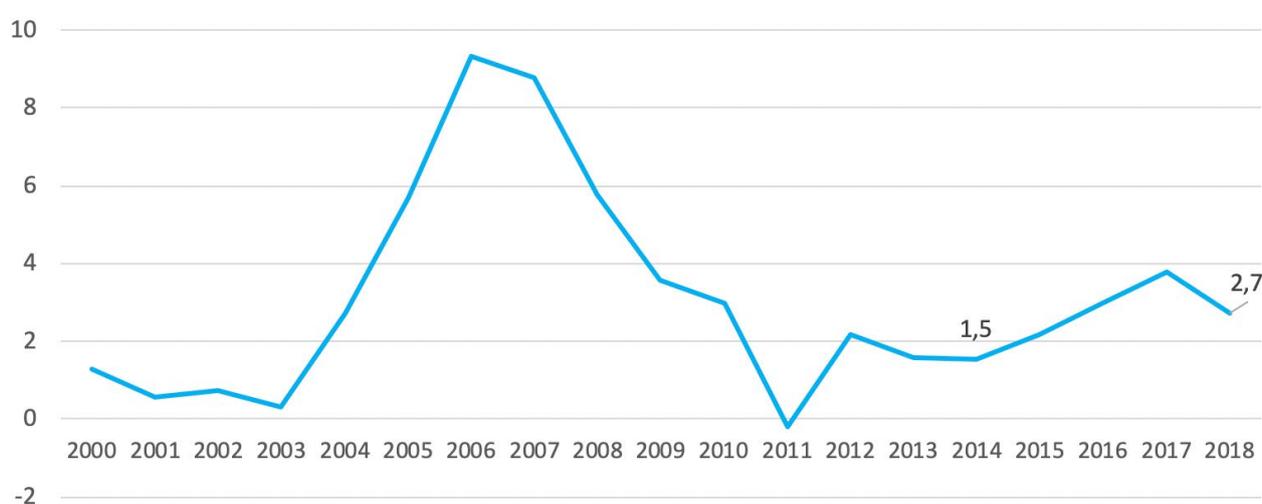
Source : Calculs des auteurs, CNUCED, 2020

Il est, également, important de souligner que l’économie égyptienne est dotée de réserves naturelles diverses (pétrole, gaz, or, minéraux, agrumes). Le pays bénéficie traditionnellement de quatre sources de revenus : les transferts de la diaspora (qui représentent environ 19 milliards de dollars), le tourisme (6.2 milliards de dollars), les redevances d’utilisation du Canal de Suez (6 milliards de dollars) et les ventes d’hydrocarbures (10 milliards de dollars).

3.2 Une situation macroéconomique très instable

Depuis la dernière crise économique et financière de 2008, l'économie égyptienne a été confrontée à d'importants déséquilibres macroéconomiques. La croissance réelle du PIB a atteint son niveau le plus bas sur les deux dernières décennies, qui s'élève en 2011 à près de 1,8 %. Parmi les facteurs qui expliquent cette faible performance, on trouve l'instabilité socio-politique, suite à la chute du régime de Moubarak, la baisse du prix du pétrole, les attentats terroristes qui ont eu un impact négatif, à la fois sur les recettes touristiques, sur le climat des affaires et sur la baisse très importante des flux des IDE, qui sont passés de près de 9,3%, en 2006, à -0,2% du PIB, en 2011, (voir Figure 3).

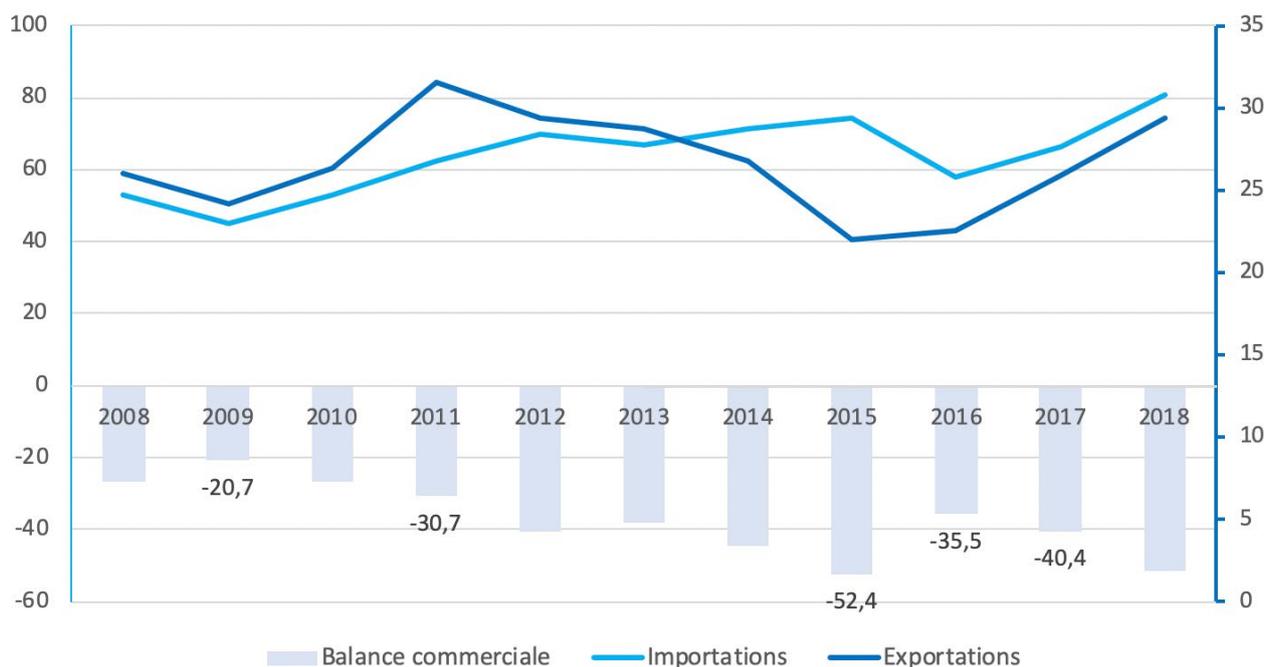
Figure 3: Evolution des flux entrants des IDE en Egypte sur la période 2000-2018 (% PIB)



Soulignons, par ailleurs, que la hausse des investissements directs étrangers en Egypte, entre 2003-2006, est principalement due à un programme de privatisation de plus de 46 entreprises entre 2005-2006. Les IDE se sont, donc, transformés, sur cette courte période, en une source importante pour le financement de l'économie égyptienne et ont atteint plus de 9% du PIB en 2006⁹.

De plus, le secteur extérieur n'a pas connu de meilleures performances et il s'est significativement détérioré entre 2009 et 2015. Comme le montre la figure 4, ci-dessous, le déficit commercial a significativement augmenté sur cette période et est passé de près de 21 milliards de dollars, en 2009, à un peu plus de 52 milliards, en 2015.

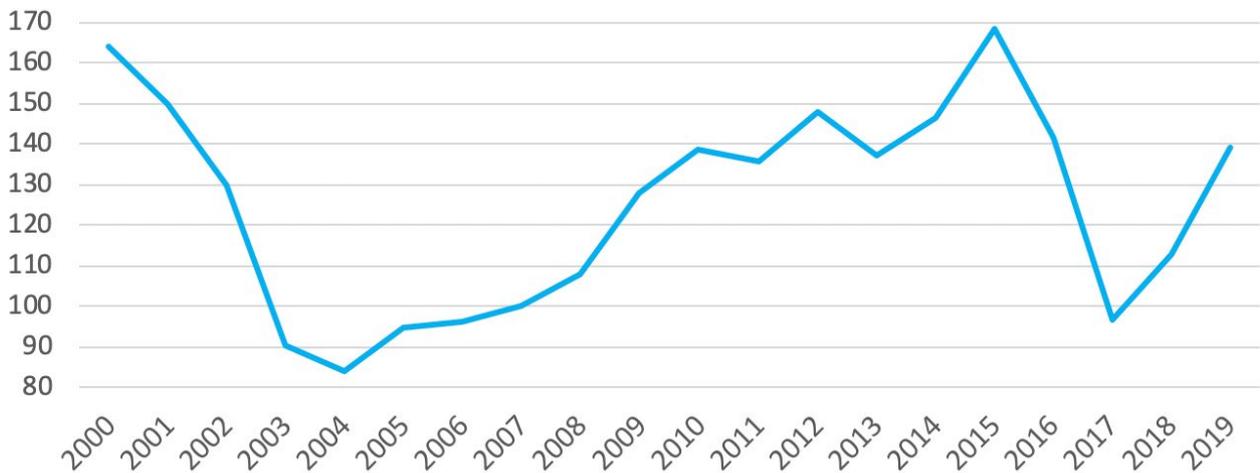
9. Moisseron & Clément, « Changements visibles ou invisibles : la question de l'émergence de l'économie égyptienne ? ». Politique africaine, 108(4), 2007, pp. 106-125. doi:10.3917/polaf.108.0106.

Figure 4: Evolution des exportations et des importations globales égyptiennes sur la période 2008-2018 (en milliards de dollars)

Source : Calculs des auteurs, World, Integrated Trade Solution, World Bank, 2020

Ce creusement du déficit est principalement dû, à une perte de compétitivité de l'économie égyptienne, en raison d'une appréciation du taux de change effectif réel entre 2011 et 2015. Il convient de mentionner que la dépréciation du taux de change effectif réel, entre 2016 et 2017, ne s'est pas traduite par une hausse de la compétitivité du pays. En effet, les exportations hors pétrole et gaz restent relativement faibles et s'élèvent à près de 6 % du PIB, avec seulement une modeste amélioration¹⁰ (Article IV, FMI). Cette dépréciation s'est, également, accompagnée d'une hausse de la valeur des importations, ce qui a conduit à une détérioration du déficit commercial du pays, qui a augmenté de près de 5 milliards de dollars entre 2016 et 2017 (Figure 4). De plus, et comme le montre la figure 6, le creusement du déficit commercial s'est accompagné d'une baisse très importante du total des réserves en mois d'importations qui est passé de 7,4 en 2009 à près de 2,2 en 2014.

10. IMF. 2019. "Fifth Review Under the Extended Arrangement Under the Extended fund facility—Press Release; Staff Report; and Statement by the Executive Director for the Arab Republic of Egypt", IMF Country Report No. 19/311

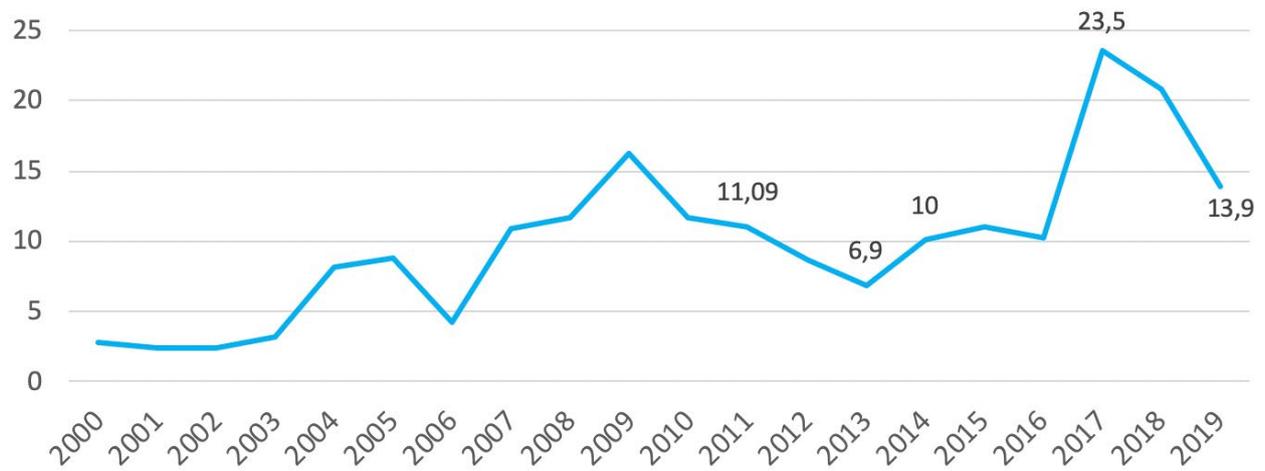
Figure 5: Evolution du taux de change effectif réel en Egypte**Figure 6: Total des réserves en mois d'importations**

Source : WDI, World Bank, 2020

Par ailleurs, l'explosion de l'inflation, qui est passée de près de 10 %, en 2015, à plus de 23 %, en 2017 (Figure 7), a conduit à une détérioration du pouvoir d'achat des ménages les plus défavorisés, et à une augmentation de la pauvreté dans le pays. Ce taux de pauvreté a atteint, en 2018, 32,5 % de la population totale, ce qui a accru le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire dans le pays.¹¹

11. World Food Programme, "Egypt country strategic plan 2018-2023", Executive Board, Annual Session, Rome, 18-22 June 2018. Disponible sur: <https://docs.wfp.org/api/documents/8e97bc6add374c9ab811e5a0cedfe7b1/download/>

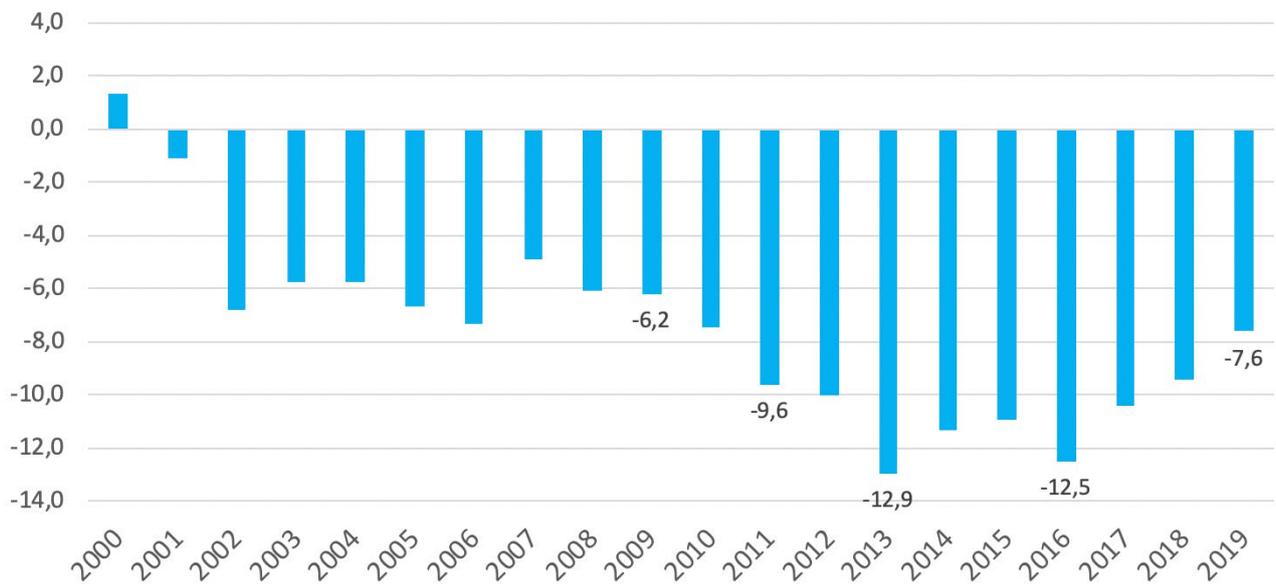
Figure 7: Inflation, average consumer prices



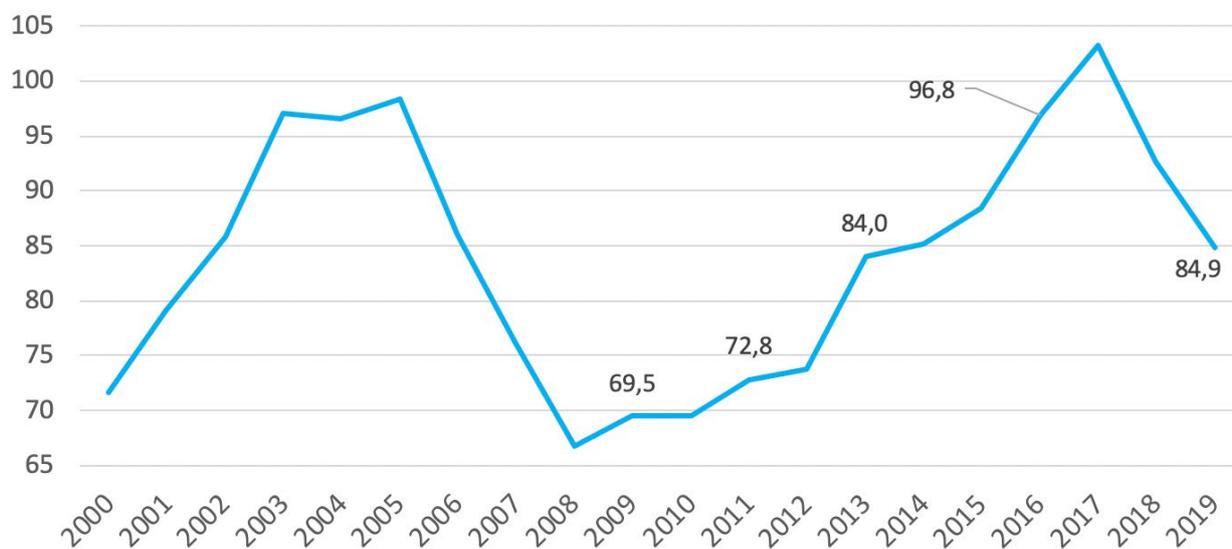
Source: World Economic Outlook database, October, 2019

La période post-crise a été marquée, également, à la fois par une détérioration du solde budgétaire et par une hausse très significative du niveau d’endettement (figures 8 et 9).

Figure: 8 Déficit budgétaire en pourcentage du PIB



Source: World Economic Outlook database, October, 2019

Figure 9: General government gross debt

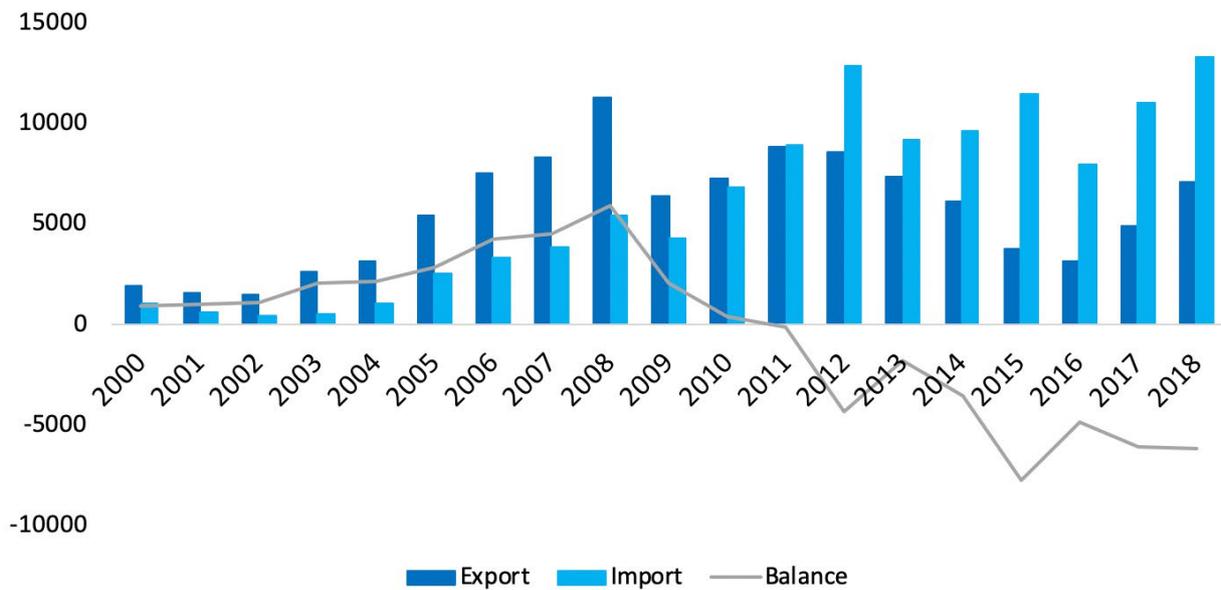
Source: World Economic Outlook database, October, 2019

3.3 Un secteur du gaz résilient

Bien que le secteur énergétique joue un rôle crucial dans l'économie égyptienne, et constitue une source importante d'entrée de devises, en plus d'une attraction des investissements directs étrangers, ce secteur a été confronté, ces dernières années, à plusieurs défis. D'une part, les bouleversements et l'instabilité politique des événements de 2011 ont entraîné une baisse de la production énergétique et, aussi, une baisse d'IDE dans le secteur. D'autre part, la forte croissance démographique et le développement industriel ont induit une augmentation de la demande et, par suite, de la consommation énergétique en Egypte.

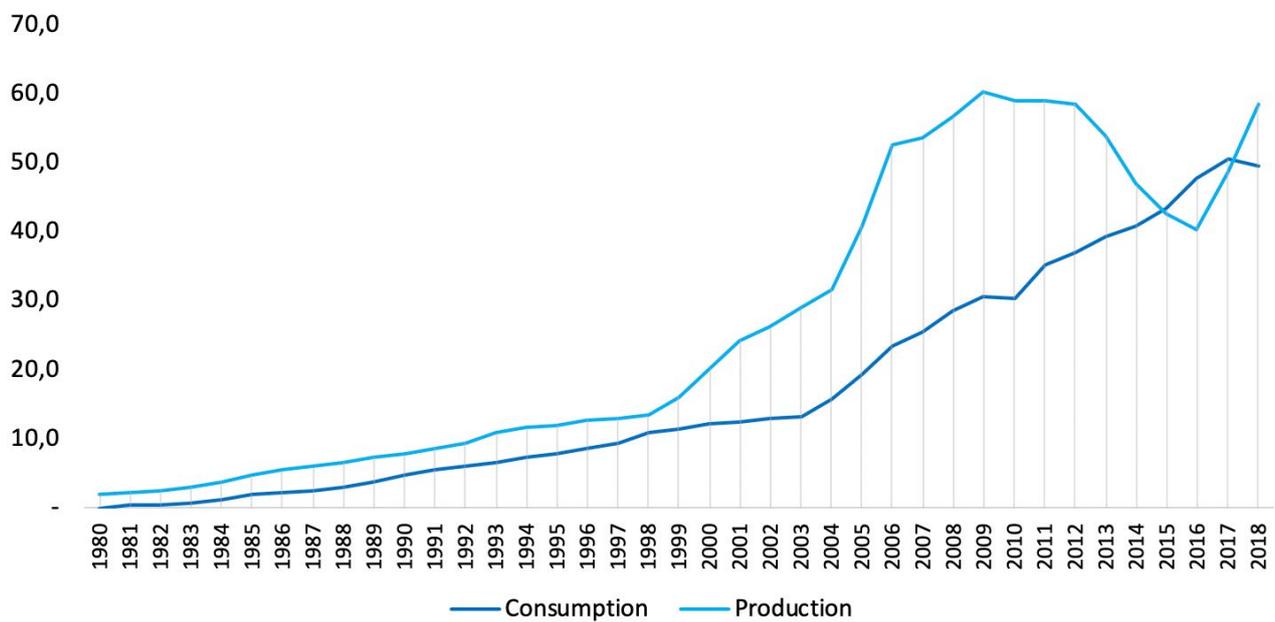
Les conséquences économiques de cette baisse de production et de cette augmentation rapide de la consommation énergétique, se sont traduites par une augmentation des importations et par un creusement du déficit de la balance énergétique du pays. Il est important de souligner, qu'en 2011, l'Egypte est passée d'un pays exportateur net d'hydrocarbures au statut d'importateur net.

Figure 10: Hydrocarbon Trade (million USD)

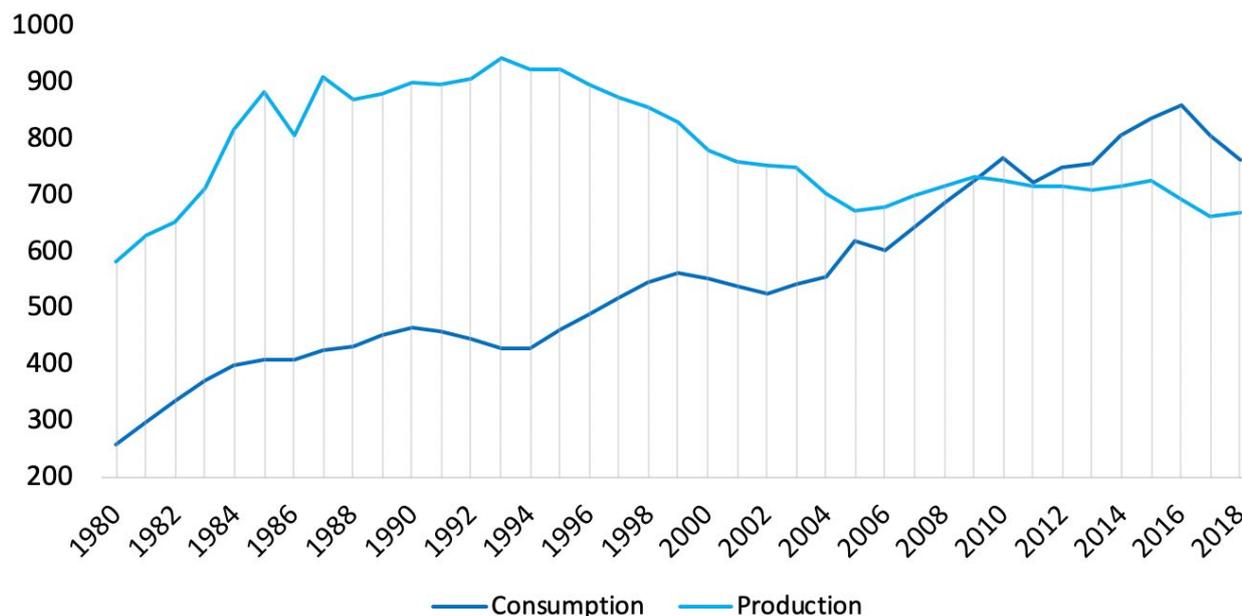


Source : IEA

Figure 11: Natural Gas Production & Consumption (Bcm)



Source : IEA

Figure 12: Oil Production & consumption (thousands barrels/day)

Source : IEA

Depuis la découverte, en 2009 et 2010, par Israël, des champs gaziers offshore du Léviathan et Tamar, les pays de l'est de la Méditerranée se sont lancés dans une course à l'exploration gazière. Plusieurs entreprises ont décidé d'explorer les eaux territoriales de l'Égypte, d'Israël, de Chypre et du Liban, entre autres, à la recherche de réserves supplémentaires, jusqu'à découvrir de nouveaux gisements en 2011 (Aphrodite) et en 2015 (Zohr). En janvier 2019, les ministres de l'Énergie de la Jordanie, de l'Égypte, de Chypre, de la Grèce, de la Palestine, d'Israël et de l'Italie ont annoncé la création du Forum du gaz de la Méditerranée orientale, avec comme mission de veiller au respect du droit international dans la gestion des ressources gazières de chaque pays.

Début novembre 2019, les dirigeants grecs, chypriotes et égyptiens se sont entretenus, au Caire, et ont convenu de renforcer la coopération dans le domaine de l'énergie, notamment suite à la découverte d'hydrocarbures en Méditerranée orientale. À l'issue des pourparlers, les trois parties ont signé la Déclaration du Caire. Des entreprises étrangères explorent les eaux territoriales de l'Égypte à la recherche de réserves supplémentaires. En outre, le Caire dispose de deux trains de liquéfaction de gaz naturel, d'une capacité combinée de production de 7,2 millions de tonnes de GNL par an, mais qui n'ont pas fonctionné au cours de la dernière décennie, en raison d'un manque de production nationale de gaz suffisante. L'Égypte a, également, signé un accord avec Israël pour importer du gaz dans le but de répondre à la demande locale mais, aussi, d'utiliser son infrastructure pour liquéfier le gaz naturel et devenir un exportateur de GNL. A partir de janvier 2020, Israël commence à extraire du gaz naturel des gisements de Léviathan et Tamar, à destination de l'Égypte, après que les deux pays aient signé des permis pour l'exportation de gaz vers l'Égypte en décembre 2019. Il s'agit d'un accord de 15 milliards de dollars qui s'étend sur dix ans, signé par Delek Drilling et Noble Energy pour fournir 64 milliards de mètres cubes de gaz naturel à l'Égypte, plus concrètement à l'entreprise Dolphinus Holdings¹². Selon le ministre de l'Énergie israélien, Yuval Steinitz, « l'exportation de gaz vers l'Égypte, produit par Léviathan et Tamar, est la plus importante coopération économique entre

12. Times of Israel, « Israël commence à exporter du gaz naturel vers l'Égypte », 15 janvier 2020. Disponible sur : <https://fr.timesofisrael.com/israel-commence-a-exporter-du-gaz-naturel-vers-legypte/>

Israël et l’Egypte depuis la signature du traité de paix entre les deux pays ». ¹³

L’accord permet à Israël d’exporter une partie de son gaz naturel vers d’autres pays de la région à travers les usines de liquéfaction de gaz égyptiennes, ce qui permettrait à l’Egypte de devenir, effectivement, un hub gazier régional capable de satisfaire la demande de plusieurs de ses voisins. Ce faisant, l’importance stratégique de l’Egypte changerait complètement.

Néanmoins, les multiples attaques terroristes sur le gazoduc qui relie Israël à l’Egypte (la dernière datant du 3 février 2020), pourraient interrompre l’approvisionnement en gaz ; cela pourrait se traduire par une déstabilisation du flux d’exportations de GNL, qui provoquerait une situation similaire mais à l’inverse de celle de 2012, lorsque l’Egypte fournissait à Israël plus de 40% de ses besoins en gaz naturel mais a dû interrompre ses exportations, suite aux attaques terroristes.

4. Réformes menées et résultats

4.1 Booster la croissance économique et stabiliser le cadre macroéconomique

Afin de stimuler la croissance économique et rétablir la situation macroéconomique du pays, l’Egypte a mené plusieurs réformes depuis l’arrivée du président Abdel Fattah al-Sissi au pouvoir, en 2014, qui se concentrent sur trois piliers :

- Améliorer l’environnement des affaires et encourager l’industrialisation ;
- limiter les subventions qui creusent le déficit budgétaire de l’Etat ;
- réformer le système monétaire.

Après deux tentatives qui ont échoué, le Conseil d’administration du FMI a approuvé, en novembre 2016, un prêt à l’Egypte d’un montant de 12 milliards de dollars américains, sur trois ans, pour soutenir les réformes structurelles. Il s’agit, principalement, de réformes structurelles visant une croissance économique forte et durable qui puisse rétablir davantage la stabilité macroéconomique du pays, mais aussi stimuler la croissance afin de faire face au défi du chômage des jeunes et des femmes (dont les taux demeurent très élevés) et à améliorer le fonctionnement des marchés de changes, en corrigeant les déséquilibres extérieurs et budgétaires et à placer la dette publique sur une trajectoire descendante. C’est, aussi, un accord qui a permis à l’Egypte une certaine « indépendance » économique mais, aussi, politique, vis-à-vis de ses alliés régionaux. A partir de 2016, certaines tensions entre l’Egypte et l’Arabie Saoudite sont devenues évidentes, notamment autour de leurs politiques étrangères respectives au Moyen-Orient. Le rapprochement entre le président russe et son homologue égyptien déplaît à Riyad, qui n’apprécie pas la position dite « neutre » de l’Egypte concernant le conflit en Syrie, mais aussi à Washington, qui, à maintes reprises, a menacé le Caire de rompre son soutien militaire et financier. Toutefois, la guerre contre le terrorisme au Sinaï que mène Abdel Fattah al-Sissi lui fait obtenir un soutien déterminant de Moscou et de Washington.

Dans ce contexte géopolitique complexe, le gouvernement égyptien a décidé de mener une première vague de réformes qui s’est concentrée principalement sur :

13. Times of Israel, « Israel commence à exporter du gaz naturel vers l’Egypte », 15 janvier 2020. Disponible sur : <https://fr.timesofisrael.com/israel-commence-a-exporter-du-gaz-naturel-vers-legypte/>

- Des politiques macroéconomiques de stabilisation à travers l'introduction d'une taxe sur la valeur ajoutée qui s'élève à 13 %, en septembre 2016, puis à 14 %, à partir de juillet 2017 ;
- un élargissement de l'assiette fiscale et une réduction des subventions à l'énergie ;
- une limitation de l'augmentation de la masse salariale ;
- un passage à un régime de change flexible en novembre 2016.

Suite à cette première vague de réformes, les Egyptiens ont exprimé un fort rejet de l'accord, en refusant d'accepter la conduite des réformes dites « douloureuses », avec des conditions considérées comme beaucoup trop dures. Le gouvernement d'Abdel Fattah al-Sissi, dans un effort visant à changer les perceptions, a lancé une offensive de relations publiques : la presse officielle faisait les éloges de l'accord, niant l'imposition de conditions dures et rapides. Mais, peu de temps après, le président égyptien a précisé le défi à venir pour tous les Egyptiens, en affirmant que « des mesures économiques dures » sont à venir. Afin de protéger ses citoyens les plus vulnérables, le gouvernement d'Abdel Fattah al-Sissi s'est efforcé de garantir d'autres sources de prêts, notamment de pays européens¹⁴, mais a aussi lancé, en 2016, une stratégie de développement durable, nommée Vision 2030, afin d'atteindre les objectifs de développement durable, en assurant le développement économique, social et environnemental du pays. Cette stratégie inclut un programme national de protection sociale visant les personnes vulnérables, telles que les femmes enceintes et mères allaitantes, les écoliers, les personnes en situation de handicap et les personnes âgées.

Une deuxième vague de réformes vise à améliorer la gouvernance, la compétitivité et le climat d'investissement, afin de stimuler la croissance et créer des opportunités d'emploi. Afin d'attirer des investissements directs étrangers, l'Égypte a été contrainte de rechercher de multiples sources de financement externes. D'une part, le pays a compté sur l'aide et les investissements de la Chine, des pays du Conseil de coopération du Golfe, de pays européens et, d'autre part, le financement international, comme le FMI et la Banque mondiale. Cependant, l'aide internationale n'est pas uniquement budgétaire ; c'est aussi une aide sectorielle, comme dans l'énergie, la construction ou l'industrie (voir note bas de page 5). De l'Arabie Saoudite et des Emirats arabes unis, l'Égypte a reçu des injections de liquidités de la Banque centrale et des importations énergétiques à un prix favorable. En 2018, uniquement, les investissements réalisés par des entreprises émiraties en Egypte ont atteint 6,66 milliards de dollars.¹⁵ Ce soutien a parfois été assorti de conditions, notamment celles d'un accord controversé cédant le contrôle d'îlots stratégiques sur la Mer rouge à l'Arabie Saoudite¹⁶ et la participation de la marine et l'aviation égyptiennes dans la lutte contre les Houthis au Yémen. Autre grand investisseur en Egypte : la Chine. En 2019, les investissements chinois ont atteint plus de 10 milliards de dollars, et l'Égypte et la Chine continuent de multiplier les partenariats dans divers domaines, notamment dans les secteurs de l'infrastructure, de l'énergie et des télécommunications. De par sa localisation géographique et ses liens avec les pays arabes, l'Égypte est un pays stratégique pour l'établissement de la Nouvelle route de la soie.

14. L'Allemagne a octroyé un prêt à l'Égypte en 2017. La première tranche du prêt (250 millions de dollars) était destinée à l'appui au programme de réformes économiques, et le reste à financer des micro, petites et moyennes entreprises locales. Deux ans après, la Banque allemande de développement a décaissé un prêt bonifié de 500 millions de dollars.

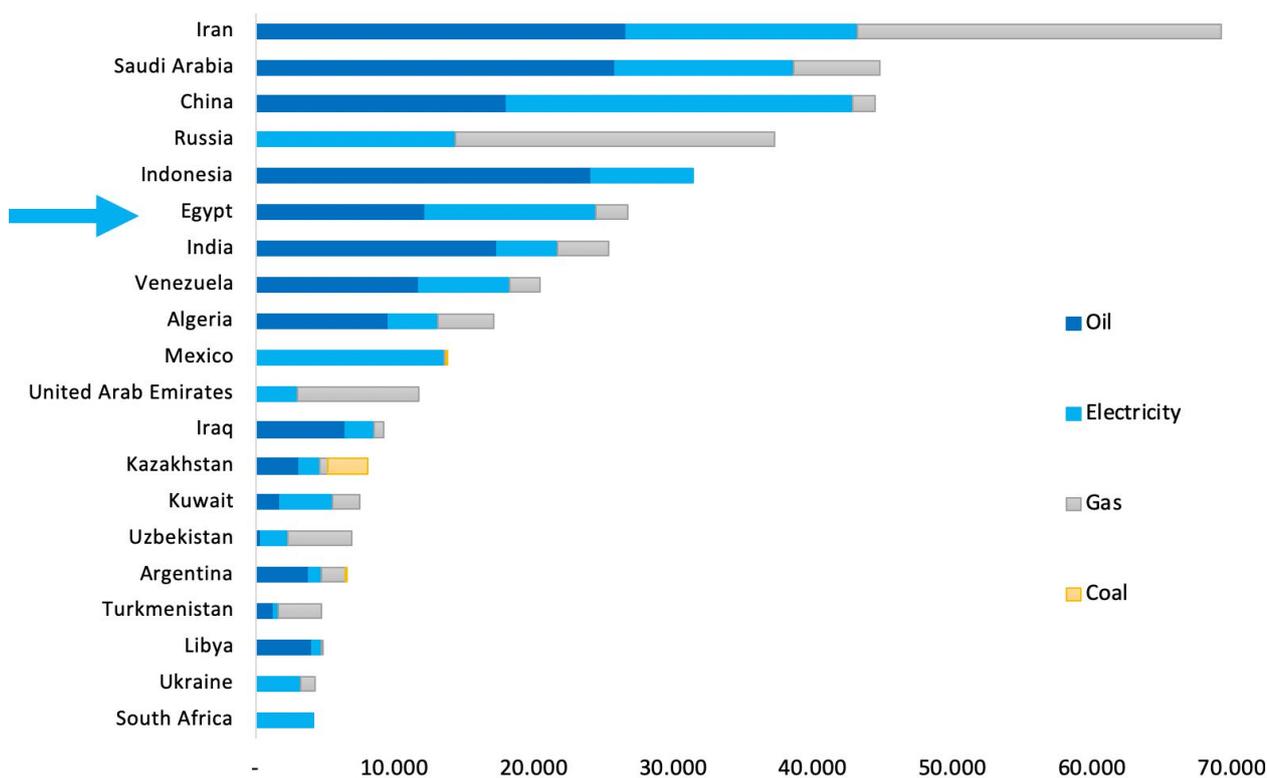
La France a également signé avec l'Égypte des conventions de prêts financés par l'Agence française de Développement (AFD). Voir détails : <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/egypte/evenements/article/signature-d-accords-entre-la-france-et-l-egypte-24-10-2017>

15. Marlène Panara, « Comment les Emirats arabes unis investissent l'Afrique », Le Point, 8 Août 2019. Disponible sur : https://www.lepoint.fr/afrique/comment-les-emirats-arabes-unis-investissent-l-afrique-08-08-2019-2328914_3826.php#

16. Situés dans l'étendue de 13 km entre les péninsules du Sinaï et d'Arabie, ces îlots contrôlent l'accès au port israélien d'Eilat et au port jordanien d'Aqaba, deux actifs stratégiques et économiques importants.

D’un autre côté, la valeur des subventions énergétiques en Egypte est très élevée, et a fortement contribué au creusement du déficit budgétaire. En effet, comme le montre la figure 13, ci-dessous, l’Egypte est le sixième pays avec le niveau de subventions énergétiques les plus élevées sur le plan mondial. En 2018, les subventions s’élevaient à près de 26,7 milliards de dollars. Par conséquent, le gouvernement a mis en place une mesure importante qui consistait à réduire les subventions énergétiques et mettre en œuvre la dernière étape de l’augmentation des prix du carburant.

Figure 13: Top 20 countries with the highest energy subsidies, 2018 (million \$)



Source : IEA

4.2 Résultats des réformes

L’économie égyptienne a été marquée, durant ces deux dernières décennies, à la fois par une instabilité politique et une instabilité économique. Suite aux différentes réformes structurelles, menées par le président Abdel Fattah al-Sissi, avec l’appui du FMI, l’économie égyptienne a commencé à se redresser. Le programme de réformes, mené ces trois dernières années, a permis au pays de réaliser des progrès importants, de bons résultats en matière de stabilisation macroéconomique et une reprise de la croissance économique. Le gouvernement égyptien a réussi à mettre en place un système tarifaire substantiel, pour faire baisser les importations et encourager la population à acheter davantage des produits locaux. Ces mesures se sont avérées bénéfiques, étant donné qu’au cours de l’exercice 2016/2017, le déficit commercial a chuté de 26% (niveau le plus bas en cinq ans).¹⁷ Plus encore, les importations ont baissé de 14%, et les exportations ont augmenté de 10%.¹⁸

17. Ahmed Feteha, ‘Egypt Budget Deficit Hits 5 years Low After 5-Cost-Cutting Cutting’, Bloomberg, 8 août 2017.

18. Eric Knecht, ‘Egypt Agricultural Exports Up 12.1 pct in First semestre 2017’, Reuters, 19 juillet 2017

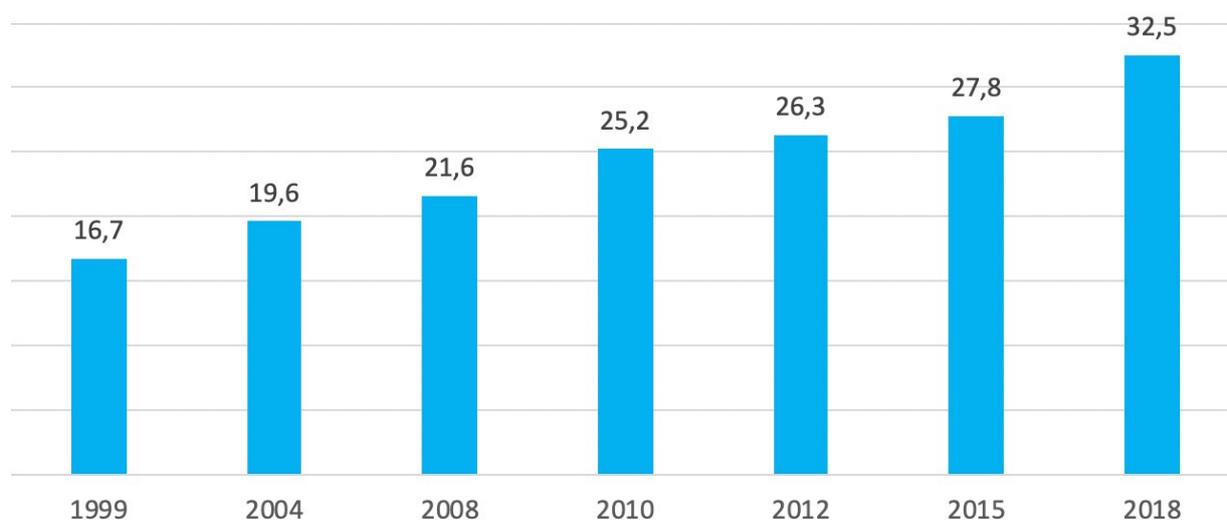
La croissance économique s'est améliorée depuis les réformes et est l'une des plus élevées de la région. Le solde budgétaire a connu un excédent primaire de 2 % du PIB, sans prendre en considération le paiement des intérêts. L'inflation, quant à elle, a significativement baissé pour atteindre 13 % en 2019. Le taux de chômage a atteint son niveau le plus bas depuis 20 ans.

Réduction d'endettement en Egypte

Placer la dette publique sur une trajectoire descendante a été l'un des principaux objectifs des réformes menées par l'Egypte au cours des trois dernières années. La reprise de la croissance économique et la baisse du déficit budgétaire ont contribué à réduire significativement la dette publique. Celle-ci est passée de plus de 103 % du PIB, en 2017, à moins de 85 %, en 2019. Toutefois, le niveau de dette demeure toujours élevé et doit être réduit davantage, pour à la fois réduire le service de la dette et donner plus de marge de manœuvre au gouvernement pour des investissements futurs dans les secteurs de la santé, de l'éducation et des infrastructures.

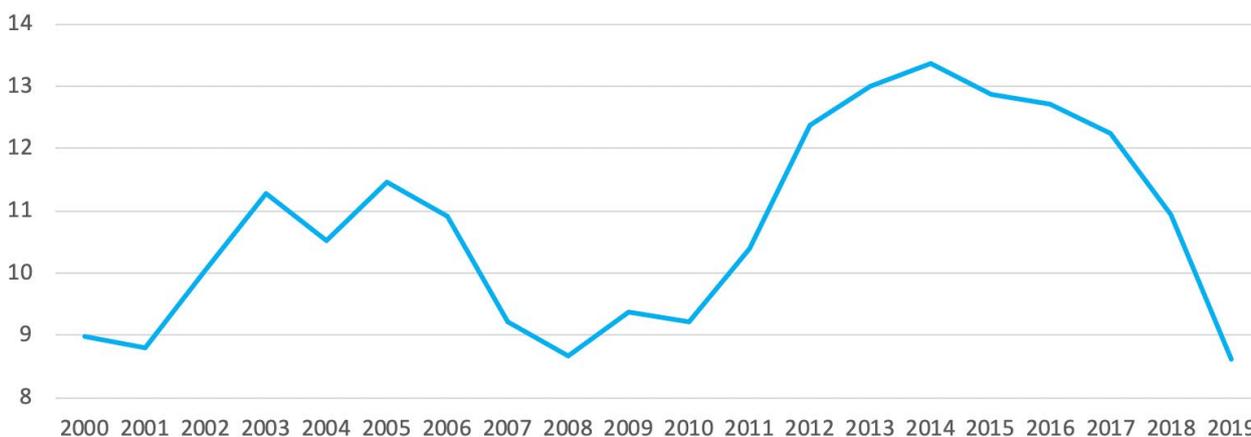
Suite aux réformes menées, la situation macroéconomique s'est améliorée. Néanmoins, la situation sociale s'est dégradée. Le taux de pauvreté (voir figure 14) est passé de 27,8%, en 2015, à 32,5% en 2018, soit près d'un tiers de la population qui se trouve en situation de pauvreté.

Figure 14 : Evolution du taux de pauvreté en Egypte sur la période 1999-2018 (calculé au seuil national de pauvreté)

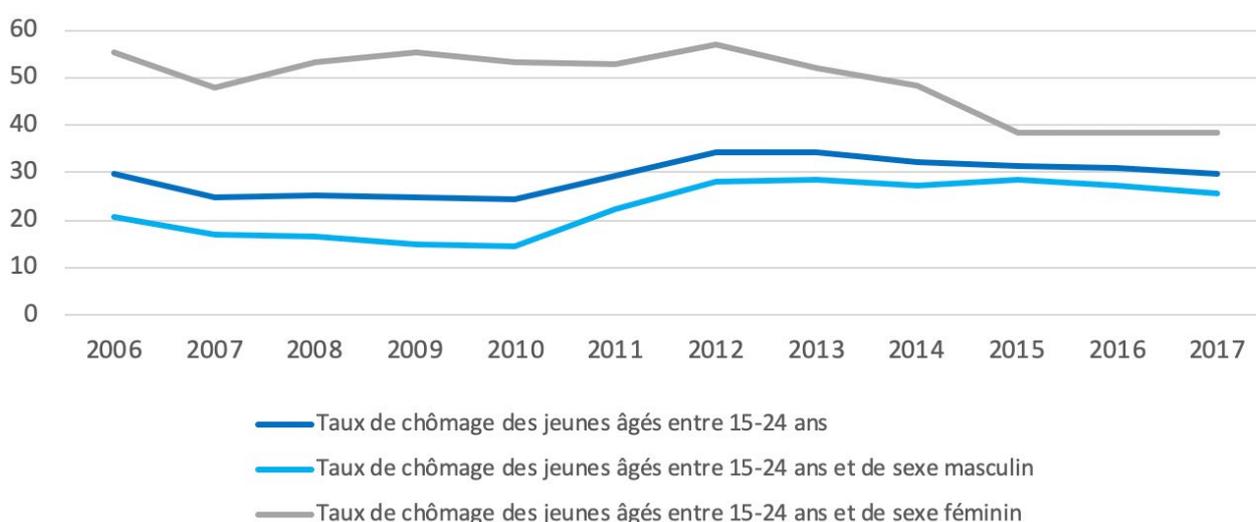


Source: Central Agency for Public Mobilization and Statistics, CAMPAS

Il est vrai que le taux de chômage officiel en Egypte a atteint son niveau le plus bas depuis 20 ans. En 2019, il s'élevait à près de 8.6 %. Néanmoins, il est important de souligner que le taux de chômage agrégé au niveau national ne tient pas compte du sous-emploi, c'est-à-dire des activités à très faible productivité dans les campagnes, ainsi que dans de nombreux services urbains, et ne capte pas le poids important de l'informel dans l'emploi total, qui s'élève à 59% (Samir Aita, 2017).

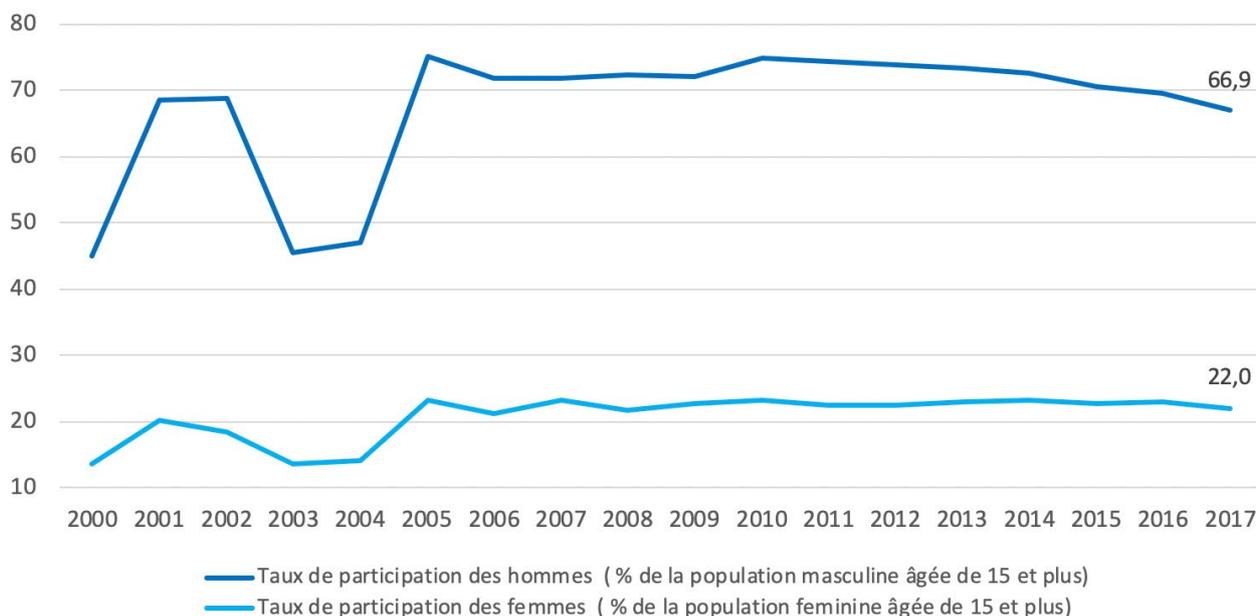
Figure 15: Taux de chômage

Plus inquiétant, d’un point de vue d’équité et de stabilité, le chômage des jeunes est un défi majeur auquel fait face l’économie égyptienne. En 2018, ce taux de chômage a atteint un niveau très élevé, près de 30 % de la population âgée de 15 à 24 ans (voir figure 16). Par ailleurs, la faible participation des femmes sur les marchés du travail en Égypte, qui s’élève en 2017 à près de 22%, est très frappante et reste parmi les plus faibles au monde (voir figure 17). Selon l’indice¹⁹ global du genre développé par le Forum économique mondial, qui prend en considération plusieurs dimensions des inégalités, au-delà de la participation des femmes sur le marché du travail, l’Égypte se classe à la 135ème place au niveau mondial sur 149 pays étudiés. Un effort a été réalisé par le gouvernement d’Abdel Fattah al-Sissi, qui a élaboré une stratégie nationale pour lutter contre les inégalités entre les sexes. Toutefois, il est clair que cette stratégie n’a pas encore porté ses fruits.

Figure 16: Evolution du taux de chômage des jeunes par sexe en Égypte

Source : WDI, World Bank, 2020

19. Cet indice prend en considération quatre facteurs principaux : La participation économique des femmes, le niveau d’éducation, la santé et l’autonomisation politique des femmes.

Figure 17: Evolution du taux de participation selon le sexe sur la période 2000-2017

Source : WDI, World Bank, 2020

Plusieurs facteurs contribuent au chômage des jeunes, notamment la réduction des effectifs dans le secteur public et l'incapacité du secteur privé à absorber les nouveaux diplômés qui arrivent chaque année sur le marché du travail. La faible intégration de ces jeunes, leur perception d'un manque de justice sociale et d'opportunités économiques pendant une période explosive de croissance démographique²⁰ est « une bombe à retardement »²¹. La jeunesse égyptienne représente une opportunité qui, si elle n'est pas exploitée par une croissance inclusive, des opportunités d'emploi significatives et un engagement social, est susceptible d'avoir des ramifications négatives sur le plan de la sécurité, non seulement pour l'Égypte, mais aussi pour la région²². Plus encore, la marginalisation socio-économique de cette partie de la population contribue à créer une certaine instabilité politique, à l'immigration illégale et/ou à la radicalisation.

Conscient des possibles conséquences d'une forte croissance démographique, le président Abdel Fattah al-Sissi a qualifié, lors de la quatrième édition de la Conférence nationale des jeunes, à Alexandrie, que « le taux actuel de croissance démographique en Egypte constitue une menace pour le pays et limite le progrès de la nation ». En effet, cela est une menace d'autant plus que selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Égypte se situe en risque d'insécurité alimentaire. Toujours selon des données de la FAO, dans la période 2004-2006, l'Égypte comptait 4,2 millions de personnes sous-alimentées ; au cours de la période 2016-2018 elles étaient 4,4 millions.²³ Etant donné que l'Égypte est un pays à déficit alimentaire (importateur net de blé et de maïs), il reste très sensible aux fluctuations des prix mondiaux des produits de base, ainsi qu'à la disponibilité des réserves de change. A cela s'ajoute la pression exercée par la forte croissance

20. Selon les données de la Banque mondiale, en 2000 l'Égypte avait une population de 70 millions. En 2020, le pays a atteint les 100 millions d'habitants.

21. Adel Abdel Ghafar, Youth Unemployment in Egypt: a Ticking Time Bomb, Brookings Institution, Markaz (blog), 28 juillet 2016

22. L'Égypte combat des groupes terroristes sur son territoire depuis 2011. La radicalisation de ces jeunes pourrait, entre autres, être une des conséquences de ce manque d'intégration sociale.

23. FAO Regional Overview of Food Security and Nutrition in the Near East and North Africa – Rethinking Food Systems for Healthy Diets and Improved Nutrition (2020). Disponible sur : <http://www.fao.org/3/nc213fr/nc213fr.pdf>

démographique et la présence des réfugiés et migrants venant d’autres pays voisins sur les ressources disponibles.

Si au début des réformes, la population s’est contentée d’exprimer son mécontentement dans la sphère privée, en septembre 2019 les principales villes d’Égypte ont connu une série de manifestations et de protestations antigouvernementales, qui ont défié la restriction des rassemblements de plus de 10 personnes datant de 2013. Ce mouvement a été motivé par les vidéos de Mohammed Ali, homme d’affaires égyptien qui, à travers des vidéos sur YouTube, a fustigé l’armée, le gouvernement et le président Abdel Fattah al-Sissi pour avoir gaspillé des fonds publics et avoir vécu dans le luxe tandis que d’autres Égyptiens luttent contre la pauvreté. Mohammed Ali, dont les vidéos sont devenues virales, a appelé à plus de manifestations le 27 septembre 2019. Ses vidéos ont trouvé écho chez la partie de la population la plus vulnérable, qui a subi les conséquences des politiques d’austérité mises en place par le gouvernement.

Les manifestations de septembre ont constitué le plus important mouvement de mécontentement populaire depuis 2016, lorsque le gouvernement égyptien a décidé de transférer le contrôle à l’Arabie Saoudite des îlots inhabités, mais hautement stratégiques sur la Mer rouge, Tiran et Sanafir. Bien que les forces de l’ordre aient rapidement dispersé les manifestants au Caire, il est important de souligner que les protestataires avaient reçu le soutien politique du Parlement, qui avait adopté une loi condamnant le transfert des îlots. La différence entre la manifestation de 2016 et celle de septembre 2019 est que cette dernière n’était pas qu’anti-gouvernementale, mais anti- Abdel Fattah al-Sissi.

5. Perspectives économiques incertaines dans le contexte du Covid-19

Les perspectives futures de la croissance économique égyptienne demeurent très incertaines et dépendent de l’évolution de la crise actuelle du Coronavirus, qui a déjà impacté très négativement l’économie mondiale.

Les canaux économiques à travers lesquels cette crise impactera négativement l’économie égyptienne sont les suivants :

Le premier canal est celui du tourisme. Ce secteur constitue une source importante d’entrée de devises étrangères, qui vient à peine de se relever suite à la Révolution de janvier 2011 et l’insécurité qui s’en est suivie, qui a fait chuter le nombre de touristes étrangers en Égypte. L’impact du Covid-19 se fera énormément sentir dans le secteur touristique, qui emploie 1.25 million de travailleurs²⁴ et qui contribue à plus de 12% du PIB. Ce secteur a rapporté près de 12,6 milliards de dollars au cours de l’exercice 2018-2019.²⁵ D’après des propos tenus par le ministre égyptien du Tourisme et des Antiquités, Khaled El-Enany, les pertes du secteur du tourisme atteindraient 1 milliard de dollars par mois après la suspension des vols.²⁶ Parmi les mesures ordonnées par le président égyptien pour faire face à la pandémie du Covid-19, se trouve l’ordre donné aux banques d’étendre une ligne de crédit de 1,3 milliard de dollars au secteur du tourisme pour que les établissements puissent payer les

24. Amna Puri-Mirza, “Tourism industry Egypt – Statistics & Facts”, Statista, 16 Janvier 2020. Disponible sur : <https://www.statista.com/topics/5767/tourism-industry-of-the-egypt/>

25. Trading Economics, Egypt Tourism Revenues 2010 -2019. Disponible sur: <https://tradingeconomics.com/egypt/tourism-revenues>

26. Safeya Mounir, “Two Sides of the Virus”, Ahram Online, 19 Mars 2020. Disponible sur: <http://english.ahram.org.eg/NewsContent/50/1201/365534/AIahram-Weekly/Egypt/Two-sides-of-the-virus.aspx>

salaires des travailleurs, mais aussi moderniser leurs installations pour ainsi se préparer à la reprise post-Covid.

Par ailleurs, la baisse de la demande mondiale d'énergie, engendrée par la crise sanitaire, aura des répercussions négatives sur le secteur énergétique en Egypte, qui est devenu récemment un exportateur important du gaz naturel. Cette baisse de la demande mondiale énergétique, ainsi que l'effondrement des prix de pétrole, auront des répercussions négatives sur les investissements directs étrangers dans le secteur.

Un troisième canal par lequel ce virus impactera l'économie égyptienne est celui du commerce. Le ralentissement de l'économie mondiale engendrera, sans doute, une baisse des recettes du Canal de Suez ce qui, par la suite, exercera davantage de pression sur les recettes étrangères, ce qui aggravera le déficit du compte courant du pays.

D'un autre côté, la baisse mondiale de l'activité économique et les pertes éventuelles d'emplois de plusieurs résidents égyptiens à l'Etranger peuvent négativement impacter leurs transferts de fonds, qui constituent une source importante de devises s'élevant en 2018 à près de 25,5 milliards de dollars. Ceci exercerait, également, une pression importante sur les recettes de devises du pays.

Par ailleurs, cette crise sanitaire devrait pousser davantage le gouvernement à investir dans le secteur de la santé et à agir pour soutenir les travailleurs dans les secteurs économiques les plus touchés. La perte de recettes touristiques et la baisse de la demande mondiale de produits manufacturés ne feront qu'aggraver la pression économique sur les milliers d'Egyptiens qui travaillent dans ces secteurs, tout en ralentissant la récente croissance. Néanmoins, si l'Etat décide d'aider ces travailleurs qui se trouvent au chômage qui est une stratégie nécessaire dans le contexte actuel de cette crise, cela aura des répercussions négatives sur les équilibres budgétaires de l'Etat et accroîtra le risque d'une hausse éventuelle de la dette. Le Président égyptien a annoncé l'assouplissement de la charge fiscale des entreprises (notamment dans les secteurs industriel et touristique), ainsi que la réduction des prix de l'énergie et de l'électricité pour le secteur industriel pendant 3 à 5 ans. Le gouvernement a également introduit un plan de sauvetage qui comprend la réduction des taux d'intérêt sur les prêts bancaires de 3% et l'injection d'argent dans des programmes de soutien financier pour certains secteurs de l'économie. Un plan de paiement en espèces a également été mis en place pour soutenir les indépendants et les travailleurs journaliers. Ce plan va de pair avec les efforts déployés par le gouvernement pour créer un filet de sécurité pour les Egyptiens les plus vulnérables.²⁷

Bien qu'aucun pays au monde ne soit à l'abri de l'impact du virus, la vulnérabilité de l'Egypte est accentuée par la faiblesse des marges de manœuvre dont dispose le gouvernement pour mener et soutenir une politique de relance et d'appui au secteur privé et aux ménages les plus défavorisés sur une longue période²⁸. Cette politique est cruciale et nécessaire pour la stabilité économique et sociale du pays.

Par ailleurs, il est important de rappeler que la Banque mondiale a décidé de collaborer avec les

27. The Arab Weekly, "COVID-19 comes with a high cost to Egyptian economy", 29 Mars 2020. Disponible sur : <https://theArabweekly.com/covid-19-comes-high-cost-egyptian-economy>

28. Hamza Saoudi, « Covid-19, Quelles Répercussions pour les pays en développement ? », Policy Center for the New South, Policy Brief, 3 avril 2020. Disponible sur : <https://www.policycenter.ma/publications/covid-19-quelles-repercussions-pour-les-pays-en-developpement>

pays du Moyen-Orient et d’Afrique du Nord pour les aider à affronter la crise sanitaire provoquée par la pandémie du Covid-19, en introduisant un nouveau mécanisme de financement. Selon la Banque mondiale, il s’agit de « financements en actionnant les composantes d’intervention d’urgence de projets existants et en autorisant des modalités de mise en œuvre rapide pour de nouveaux projets », mais également de la fourniture de conseils et d’assistance technique²⁹. Dans le cas de l’Egypte, la Banque mondiale a activé la composante d’intervention d’urgence conditionnelle, le 20 mars dernier, au titre du Projet de transformation du système sanitaire qui déblocquera 7,9 millions de dollars pour que le gouvernement égyptien puisse déployer un plan de prévention et de gestion de la pandémie, tout en prenant en charge les coûts opérationnels de l’approvisionnement en équipements et fournitures.³⁰ L’Egypte a également compté avec des dons de la Chine³¹, et l’Union européenne a promis une aide financière pouvant atteindre 96 millions de dollars³².

29. Banque mondiale, « La banque mondiale renforce son soutien pour permettre au Moyen-Orient et à l’Afrique du Nord d’affronter la pandémie du Coronavirus », Communiqué de presse, 2 avril 2020. Disponible sur : <https://www.banquemonde.org/fr/news/press-release/2020/04/02/world-bank-surges-support-to-address-coronavirus-covid-19-outbreak-in-the-middle-east-and-north-africa>

30. Ibid.

31. Xinhua, « L’Egypte reçoit une aide matérielle chinoise contre le Covid-19 », 20 avril 2020. Disponible sur : http://french.china.org.cn/foreign/txt/2020-04/20/content_75953424.htm?fbclid=IwAR1-F2D7E02fjdxTgpSrBQnXES59VWdQPuRG8QHLYXxNfOnr1LixhfULttQ

32. Arab News, “Egypt gets EU support of up to \$96 million to fight COVID-19”, Arab News, 4 April 2020. Disponible sur : <https://www.arabnews.com/node/1653021/middle-east>

Conclusion

Suite aux évènements de 2011 et de 2014, les situations politique, économique et sécuritaire de l’Egypte s’étaient considérablement dégradées. Lors de son élection, en 2014, le président Abdel Fattah al-Sissi a fait de la restructuration de l’économie nationale et la restauration de la sécurité dans le pays ses deux priorités. L’Egypte a bénéficié de programmes d’aide sectorielle provenant de divers pays européens et a, également, reçu un important appui financier des monarchies du Golfe, notamment des Emirats arabes unis et de l’Arabie Saoudite. En 2016, l’Egypte a signé un accord de prêt avec le FMI pour mener des réformes structurelles visant l’amélioration de sa situation macroéconomique.

Bien que sur le plan macroéconomique, ces réformes aient porté leurs fruits, ceci n’a pas été le cas sur le plan social, dans la mesure où elles ont eu un impact négatif sur les personnes les plus vulnérables, avec une augmentation du taux de pauvreté. Les classes, moyenne et vulnérable, ont été lourdement impactées par l’inflation, les mesures d’austérité et la hausse du coût de la vie. Le chômage des jeunes, dans un pays où le taux de fécondité est de 3,3³³ enfants par femme, demeure très élevé et pourrait avoir de lourdes conséquences à long terme.

Toutefois, ces réformes ont permis au pays d’attirer de nouveau les touristes mais, aussi, les investisseurs étrangers. La découverte de nouveaux gisements de gaz est une excellente nouvelle pour l’Egypte, qui ambitionne de devenir un hub énergétique régional et qui en a les capacités.

Néanmoins, les efforts et résultats positifs des réformes menées, ces dernières années, seront fortement perturbés par la crise sanitaire provoquée par le Covid-19. Premier pays africain à avoir recensé un cas, en février dernier, l’Egypte a, depuis, multiplié les actions pour limiter la propagation du virus, mais l’impact de la pandémie se fait déjà sentir. L’Egypte devra faire face à d’importants défis sanitaires, mais aussi économiques et sécuritaires qui pourraient conduire à une détérioration, à nouveau, de la situation macroéconomique du pays et mettre en péril les efforts de réformes menées jusqu’à présent.

33. Banque mondiale, données de 2018.



Policy Center for the New South

Complexe Suncity, Immeuble C,
Angle Boulevard Addolb et rue Albortokal,
Hay Riad, Rabat - Maroc.

Email : contact@policycenter.ma

Phone : +212 5 37 54 04 04

Fax : +212 5 37 71 31 54

Website : www.policycenter.ma